

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

Plerin, le 24/06/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SM KERVAL CENTRE ARMOR**  
LAMBERT  
22400 LAMBALLE-ARMOR

Références :

Code AIOT : 0005500224

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2024 dans l'établissement SM KERVAL CENTRE ARMOR implanté LAMBERT LES LANDES 22400 LAMBALLE-ARMOR.

L'inspection avait pour but de vérifier la mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles qui s'appliquent à l'installation d'incinération dans le cadre de la directive sur les émissions industrielles (IED). Les nouvelles prescriptions sont applicables depuis 3 décembre 2023 et sont transposées en droit français dans l'arrêté du 12 janvier 2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SM KERVAL CENTRE ARMOR
- LAMBERT LES LANDES 22400 LAMBALLE-ARMOR
- Code AIOT : 0005500224    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

L'exploitant, le syndicat de valorisation des déchets Kerval Centre Armor, est autorisé depuis 1991 à exploiter l'Unité de valorisation énergétique (UVE) située dans la commune de Lamballe-Armor.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conformité IED

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Conditions générales de la surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
4	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	
5	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	
6	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	
7	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	
8	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Aucun écart significatif n'a été mis en évidence au cours du contrôle. Certaines obligations nouvelles n'ont pas pu être contrôlées car le délai de réalisation n'est pas atteint notamment pour certaines mesures à réaliser à des périodicités longues (mesure des dioxines et furanes bromées, mesures directes lors des phases d'arrêt et de démarrage). L'exploitant a indiqué avoir bien intégré ces nouvelles obligations dans la planification du suivi de l'incinérateur. La vérification de la réalisation effective de ces mesures sera réalisée à l'occasion d'un prochain contrôle.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Conditions générales de la surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Etalonnage des dispositifs de mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
<b>Constats :</b> L'exploitant a procédé en avril au « revamping » des analyseurs de fumées dans le but de moderniser l'analyseur : les analyseurs titulaires sont passés en analyseurs redondants et de nouveaux analyseurs ont été installés en rôle de titulaires. Tous les analyseurs ont également été regroupés dans un même local. Le nouveau local regroupant les analyseurs a été vu lors de la visite terrain. L'exploitant a présenté les derniers rapports de calibrages des analyseurs : Le Qal 3 est effectué tous les mois sur les différents capteurs de mesure en continu. Le Qal 2 a été effectué le 29 juin 2023. L'exploitant a indiqué qu'un nouveau Qal 2 a été effectué sur les analyseurs suite aux modifications apportées. Le rapport de calibrage Qal 2 n'était pas encore disponible le jour de l'inspection, l'entreprise ayant réalisé le calibrage ne l'ayant pas transmis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport Qal 2.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 Jours


## N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Surveillance des effluents gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b> Mercure - Fréquence de surveillance: En continu (5) (6). Notas: (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.
<b>Constats :</b> L'analyseur mercure a été installé le 24 janvier 2024 afin de répondre à la nouvelle obligation de mesure de ce paramètre. L'inspection a constaté que l'analyseur mercure était en place. La mesure en continu du paramètre mercure a été observée sur l'écran de contrôle. Le compteur d'indisponibilité est également en place. Le jour de l'inspection le compteur affichait une indisponibilité de 10h environ. L'indisponibilité sur un an ne doit pas dépasser 500h.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


### N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Surveillance des effluents gazeux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p>PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport en date du 18 avril 2024 concernant la mesure sur les PCB "dioxines like". Cette mesure doit être réalisée tous les trimestres. L'exploitant a fait le choix de réaliser cette mesure tous les mois. Aucune anomalie n'a été relevée dans le rapport. La valeur mesurée est conforme à la valeur limite d'émission de l'arrêté du 12/01/21</p> <p>En ce qui concerne la mesure des PBDD et PBDF qui est une nouvelle mesure obligatoire à réaliser dans le cadre de l'application des meilleures techniques disponibles, l'exploitant a indiqué avoir bien prévu la réalisation d'une mesure des PBDD/PBDF. Cette mesure étant à réaliser 2 fois par an, l'échéance de réalisation n'est pas encore atteinte. L'exploitant a indiqué que le résultat de cette mesure sera intégré dans les bilans mensuels transmis à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il vérifierait que la mesure des paramètres PBDD/PBDF faisait bien partie des mesures prévues dans le cadre du contrôle inopiné sur les rejets.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Conditions d'exploitation autres que normales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li><li>- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li><li>- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li></ul> <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le tableau d'identification des conditions de fonctionnement autre que normales dites OTNOC (par exemple : défaut brûleur, défaut ventilateur de tirage, défaut du filtre à manche...). Le compteur OTNOC est bien en place. Le jour de l'inspection, il affichait une durée de 24h pour une durée annuelle ne devant pas dépasser 250h. L'exploitant a indiqué que des derniers ajustages étaient en cours pour bien définir les périodes ne relevant pas du fonctionnement normal.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'analyse des causes profondes et des conséquences potentielles de chaque situation avait été réalisée. Le tableau n'a pas pu être analysé lors de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le document présentant l'analyse des causes profondes et des conséquences potentielles de chaque situation identifiée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 Jours

## N° 5 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Surveillance des effluents gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
<b>Constats :</b> Les analyseurs en continu réalisent une mesure directe des polluants également lors des périodes de fonctionnement autre que normales (OTNOC). Une campagne de mesure est prévue cette année au moment d'un arrêt programmé de l'incinérateur, probablement sur l'arrêt d'octobre. Une autre campagne est prévue en 2025 sur un démarrage. Ces mesures devant être réalisées tous les 3 ans, l'échéance n'est pas atteinte. La bonne réalisation de ces contrôles sera réalisée dans un second temps.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




## N° 6 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Valeurs limites d'émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets : <ul style="list-style-type: none"><li>- poussières : 5 mg/Nm3</li><li>- COVT : 10 mg/Nm3</li><li>- CO : 50 mg/Nm3</li><li>- HCl : 8 mg/Nm3</li><li>- HF : 1 mg/Nm3</li><li>- SO2: 40 mg/Nm3</li><li>- NOx: 80 mg/Nm3</li><li>- Hg : 0,02 mg/Nm3</li><li>- PCDD/F : 0,08 ng/Nm3</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les rapports journaliers, mensuels et annuels extraits de la baie d'analyse relatifs aux émissions dans l'air. L'inspection a pu constater la mise à jour de la valeur limite d'émission dans la baie d'analyse pour les émissions suivies en continu en conformité avec l'arrêté du 12 janvier 2021. Pour le paramètre NOX une dérogation à l'arrêté ministériel a fait l'objet d'une consultation du public. La demande de dérogation a été accordée par arrêté préfectoral du 22 mai 2024. Un contrôle par sondage a été réalisé sur les valeurs journalières des émissions atmosphériques mesurées la veille de l'inspection. Aucun dépassement de valeurs limites d'émission n'a été mis en évidence. Le dernier rapport de mesure des dioxine en date du 18 avril 2024 présente des valeurs conformes aux valeurs limites d'émission.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Valeurs limites d'émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Matières en suspension totales : 30 mg/l</li><li>- Carbone organique total: 40 mg/l</li><li>- Métaux et métalloïdes</li><li>- Pb: 0.06 mg/l</li><li>- Azote ammoniacal (NH4-N): 30 mg/l</li><li>- Sulfates (SO4-): 1000 mg/l</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse des eaux en date du 4 avril 2024. Tous les paramètres avaient fait l'objet d'une analyse. Toutes les valeurs mesurées étaient en dessous des valeurs limites d'émissions.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 8 : Déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - déclaration émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; [ annexe II, CO2 seuil de rejet dans l'air : 10 000 000 kg/an]
<b>Constats :</b> L'exploitant a procédé à la déclaration annuelle de ses émissions. Une demande de complément a été réalisée par l'inspection afin que les données relatives aux émissions de CO2 soient renseignées comme prévu par la réglementation. Depuis l'inspection, l'exploitant a complété et validé sa déclaration.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>